



Décembre 2006

Enquête structure 2005

## La concentration des exploitations agricoles se poursuit dans le sillage de la tendance nationale

*Le nombre d'exploitations agricoles continue de diminuer dans les Pays de la Loire. Le repli atteint -19,8% en 5 ans. Ce recul se limite à -11,4% pour les seules exploitations professionnelles. La tendance régionale est en ligne avec l'évolution nationale. En 2005, on dénombre 42 900 exploitations agricoles, dont 29 200 professionnelles. Le rythme de disparition ralentit par rapport à la période 1988 à 2000. L'agrandissement des exploitations se poursuit. La SAU moyenne atteint désormais 70 ha. La mutation de l'agriculture s'accompagne du développement des formes sociétaires et notamment des Earl. L'emploi dans les exploitations agricoles se dégrade.*

Le nombre d'exploitations agricoles continue de diminuer dans les Pays de la Loire. Le repli atteint -19,8% en cinq ans et même -33,4% pour les seules non professionnelles. La baisse se limite à -11,3% pour les exploitations professionnelles. En 2005, on dénombre 42 900 exploitations agricoles, dont 29 200 professionnelles et 13 700 non professionnelles. Depuis 2000, le nombre d'exploitations professionnelles se rétracte de 2,4% par an. Le rythme de disparition ralentit par rapport à la période 1988 à 2000 qui atteignait -4% par an. La tendance nationale est en ligne avec celle de la région. Cependant, pour les exploitations professionnelles, la baisse est un peu moins marquée en région (-11,3% contre -12%). Toutes exploitations confondues, le repli régional est plus fort (-19,8% contre -17,8%) sous l'effet de la disparition d'un tiers des exploitations non professionnelles.

### Les élevages bovins mixtes plus touchés par la concentration

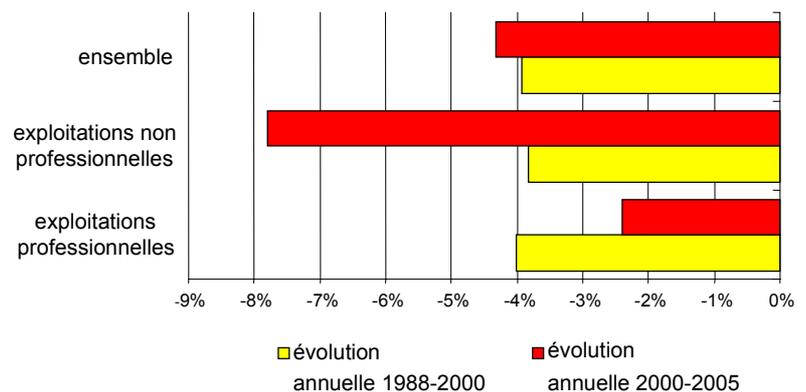
La plupart des orientations de productions sont concernées par cette tendance baissière mais avec des rythmes différents. Les principales orientations de productions de la région affichent des replis compris entre -11% et -14% sur cinq ans. Les orientations mixtes polyculture et polyélevage (26% des exploitations) diminuent de 11%. Les exploitations spécialisées en bovins lait (26% des exploitations) perdent

12% de leur effectif contre 14% pour les spécialisées en bovins viande (12% des exploitations). Les exploitations se spécialisent. En effet, les exploitations mixtes bovin lait et viande sont plus particulièrement touchées avec la disparition d'un tiers d'entre elles. L'effectif d'arboriculteurs a fondu de 19% en cinq ans. A l'opposé, les élevages spécialisés en ovins et caprins ou en granivores sont plus nombreux qu'en 2000 avec des progressions respectives de 19% et 12%, mais sur des effectifs d'exploitations faibles.

### L'agrandissement se poursuit

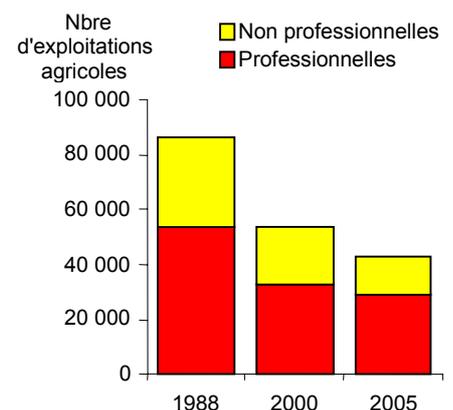
L'accroissement de la taille des exploitations se poursuit. Sur la période 2000 à 2005, la superficie agricole totale utilisée (SAU) par les exploita-

### Le rythme de concentration des exploitations professionnelles ralentit



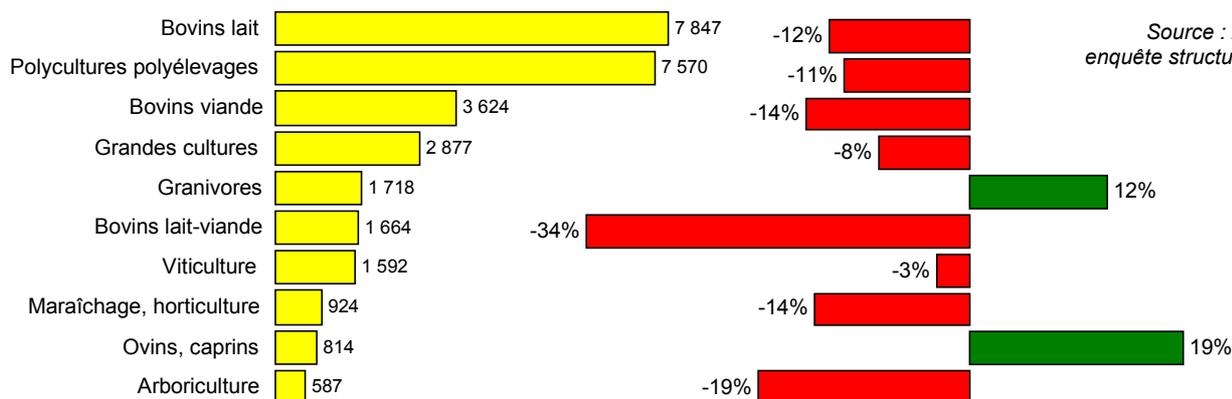
Source : Agreste - enquête structure 2005

### Des exploitations plus professionnelles



Source : Agreste - enquête structure 2005

## Des évolutions contrastées



Source : Agreste enquête structure 2005

Nombre d'exploitations professionnelles en 2005 par OTEX

Variation 2000 à 2005 en %

tions professionnelles est à peu près stable (+0,7%). La SAU moyenne atteint désormais 70 ha contre 62 ha en 2000. La tendance à l'agrandissement se vérifie pour toutes les orientations de production. Les exploitations valorisant plus de 100 ha se multiplient au rythme de +4,1% par an. Elles représentent plus d'une exploitation sur cinq et valorisent 44% de la SAU. A l'inverse, en dessous de ce seuil, les exploitations disparaissent en moyenne de -3,8% chaque année.

### Terre d'élevage bovin

La région reste une grande terre d'élevage. Plus de quatre exploitations sur dix sont spécialisées dans la production de bovins pour le lait ou la viande, soit 13 100 exploitations. Un emploi sur cinq y contribue. De plus, 21 200 exploitations professionnelles, soit 73% de l'effectif régional, élèvent des bovins. Les cultures spécialisées restent très présentes et occupent plus de 10% des exploitations mais sur une faible surface (4% de la SAU).

### Plus de surface en céréales

La SAU globale des exploitations professionnelles reste stable mais sa répartition change légèrement au profit des céréales. La surface fourragère couvre 38% de la sole régionale. Elle se rétracte de 1,3% avec la réduction des prairies. La surface céréalière s'étend de 9% grâce à la croissance de la sole de blé tendre (+13%), qui occupe désormais 17,7% de la SAU de ces exploitations.

### Percée confirmée des EARL

La mutation de l'agriculture s'accom-

pagne du développement des formes sociétaires. Même si l'exploitation individuelle reste le statut principal, 46% des exploitations sont des sociétés. Leur nombre double entre 1988 et 2005. En particulier, les EARL (exploitations agricoles à responsabilités limitées) effectuent une véritable percée. Créée en 1985, l'EARL compte près de 7 000 unités 20 ans après. Les autres formes sociétaires restent stables depuis 1988, ce qui dans un contexte d'érosion chronique est un signe de vitalité. Les formes sociétaires remportent un véritable succès dans la région des Pays de la Loire. Leur représentation est largement supérieure à la moyenne nationale (38 %). Les EARL et les GAEC sont en effet très présents dans le secteur du bovin lait, des grandes cultures et des polyélevages à orientation herbivore, qui sont des activités dominantes dans la région. L'EARL est l'adaptation privilégiée des exploitations individuelles lorsqu'elles ne s'achèment pas vers la cessation. Entre 2000 et 2005, pour cinq exploitations individuelles qui disparaissent, une EARL se crée. En 2005, dans les Pays de la Loire, les sociétés valorisent 58 % de la SAU en utilisant 62 % de l'emploi agricole.

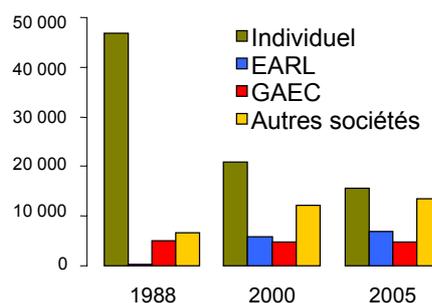
### L'emploi en recul de 10%

La région reste la deuxième région employeuse de main d'œuvre salariée. L'emploi dans les exploitations agricoles se dégrade par rapport à 2000, aussi bien en nombre d'actifs qu'en équivalents temps plein (UTA). Plus de 10% des emplois ont ainsi disparu en 5 ans. Cette dégradation concerne indifféremment la main d'œuvre familiale et

l'emploi salarié non familial (permanent et occasionnel). En 2005, 71 900 personnes travaillent dans les exploitations professionnelles soit 9% de la population agricole nationale. Elles fournissent l'équivalent de 68 000 UTA contre 75 900 en 2000. Une exploitation nécessite le travail de 2,3 actifs à temps plein en moyenne. Ce ratio est stable depuis 2000. Donc le gain de productivité est important puisque l'agrandissement est important. Avec 72% de la quantité totale de travail utilisée sur les exploitations, la part des actifs familiaux reste prépondérante et stable. Les chefs d'exploitation et coexploitants assurent 58% de ce travail et se renforcent au détriment des conjoints non exploitants et des autres actifs familiaux. Ainsi, les coexploitants sont plus nombreux de 13 % sur la période 2000 à 2005. Ceci n'est pas étonnant au regard du succès des formes sociétaires.

La part des autres actifs familiaux et des conjoints non coexploitants est plus faible. Ils ne sont plus que 16 400

### Les EARL poursuivent leur percée



Source : Agreste - enquête structure 2005

## L'emploi agricole se dégrade mais la part du travail familial se maintient

	Personnes actives sur l'exploitation		UTA	
	2000	2005	2000	2005
Chefs d'exploitation et coexploitants	44 117	41 857	42 074	39 732
Conjoints non coexploitants	15 196	11 789	10 266	7 399
Autres actifs familiaux	6 159	4 576	2 442	1 901
<b>Total actifs familiaux</b>	<b>65 472</b>	<b>58 222</b>	<b>54 782</b>	<b>49 032</b>
dont femmes	22 970	20 107	16 973	14 827
dont actifs familiaux salariés	2 327	2 281	1 763	1 628
Salariés permanents non familiaux	14 886	13 630	12 995	11 547
Salariés saisonniers			7 483	6 742
ETA, CUMA	ND	ND	650	664
<b>Ensemble des actifs</b>			<b>75 910</b>	<b>67 986</b>

Source : Agreste - enquêtes structures 2000 et 2005 - Pays de la Loire  
Champ des exploitations professionnelles

en 2005. Ils étaient 21 400 en 2000, après avoir été 51 200 en 1988. Cette évolution contrastée s'explique notamment par le choix des femmes. Très largement représentées dans ces catégories, elles optent pour un véritable statut, sur l'exploitation ou à l'extérieur.

### Plus d'employeurs

La proportion d'employeurs continue de progresser et concerne désormais plus de quatre exploitations sur dix. Seulement une exploitation sur six emploie des salariés permanents. Les autres emploient essentiellement des saisonniers. L'effectif d'employeurs de main d'œuvre salariée se contracte de 1,8% pour atteindre 12 200 exploitations. Les salariés permanents non familiaux sont 13 600 en 2005 contre

14 900 en 2000. Ils travaillent sur près de 5 000 exploitations. La moitié d'entre eux travaille pour seulement 500 grosses sociétés qui emploient au moins cinq salariés. 28% des emplois sont assurés par des femmes. Le temps plein est pratiqué par 88% des exploitants et 71% des salariés permanents non familiaux.

### Les agriculteurs sont mieux formés

Face aux mutations du métier, les agriculteurs sont mieux formés. La part des chefs d'exploitations n'ayant bénéficié d'aucune formation agricole initiale recule de 7%. Ils ne sont plus que 20,8% dans cette situation. En 2005, 57% des chefs d'exploitations et coexploitants sont diplômés de l'enseignement secondaire et 9% de l'enseignement supérieur (BTS,

licence, ingénieur). En 2000, ces proportions étaient de 50% et 6%. En revanche, ils sont moins nombreux à suivre des stages de formation continue. Seulement 12% des chefs d'exploitations y ont eu recours contre 30% en 2000.

### Population active vieillissante

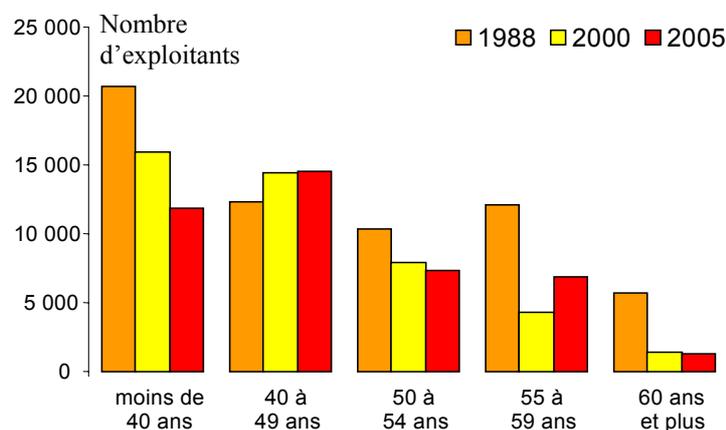
Les exploitants de 55 à 59 ans sont 60% plus nombreux qu'en 2000. 37% des chefs d'exploitations et coexploitants ont plus de 50 ans. Ils étaient seulement 31% en 2000. La population active agricole est plus âgée que la population active des Pays de la Loire pour laquelle cette tranche re-

### La disparition des exploitations non professionnelles s'accélère

Les exploitations dites non professionnelles sont des unités de faible dimension économique. Ces exploitations représentent un peu moins du tiers de l'ensemble des exploitations mais contribuent peu à la production régionale. Elles valorisent à peine 6% de la SAU en utilisant moins de 7% des emplois. Elles ne participent que pour 3% au potentiel économique agricole global. Cependant, elles peuvent ponctuellement peser significativement dans certaines activités comme l'élevage ovin dont elles détiennent 23% du cheptel ou l'élevage des équidés avec 42% des animaux. Elles étaient 33 000 en 1988, 20 500 en 2000 et seulement 13 700 en 2005. Elles disparaissent plus rapidement que les exploitations professionnelles. Ces unités disposent en moyenne de 9 ha de SAU et emploient un peu plus d'un tiers d'actif par exploitation.

Les exploitants eux-mêmes fournissent les trois quarts des 4 900 UTA qu'elles utilisent. Leur conjoint non exploitant y contribue à hauteur de 14%. Plus de 45% des chefs d'exploitation ont plus de 60 ans et 23% de ces derniers se déclarent retraités sans activité professionnelle principale. De plus, un exploitant non professionnel sur trois déclare ne pas exercer d'activité agricole à titre principal. Dans ce cas, ils sont essentiellement employés ou ouvriers par choix ou nécessité économique palliant ainsi à l'insuffisance du revenu agricole.

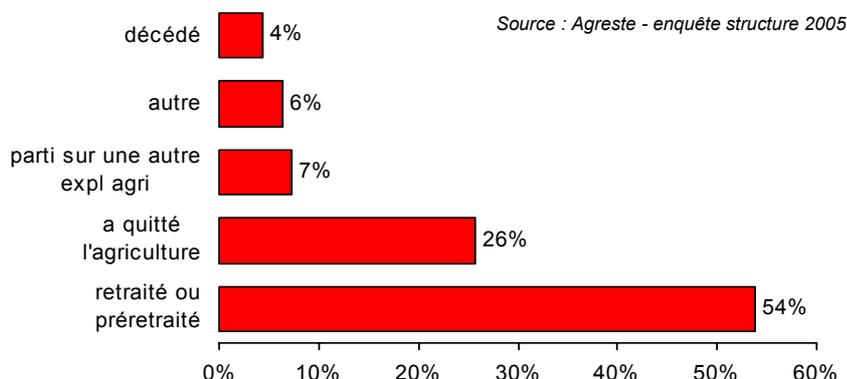
### Les exploitants de plus de 55 ans sont plus nombreux



Source : Agreste - enquête structure 2005

## 26% des arrêts d'exploitation sont des reconversions

Causes d'arrêt de l'activité de l'exploitation entre 2000 et 2005 en %



présente 25 %. Le nombre d'exploitants de moins de 40 ans baisse de 25% entre 2000 et 2005. La chute des installations explique cette situation. Les dotations jeunes agriculteurs se replient de 19% entre les périodes 1996-2000 et 2001-2005, selon le CNASEA. La population des 60 ans et plus est stable. Les mesures de la préretraite sont plus restrictives depuis 1998, réduisant ainsi le nombre de bénéficiaires.

### 16% des exploitations ont cessé d'être professionnelles

Entre 2000 et 2005, le nombre d'exploitations professionnelles diminue de 3 800. Ce chiffre masque des mouvements structurels importants. En fait, 5 200 exploitations ont réellement disparu du champ professionnel (16% des exploitations en 2000). 3 400 unités ont

cessé effectivement toute activité en 2005. Mais 1 800 ont simplement allégé leur système de production pour rejoindre la catégorie des exploitations non professionnelles. En fait, 1 500 exploitations sont nouvelles. Parmi elles, 1 000 relevaient de la catégorie non professionnelle avant d'opérer une consolidation de leur activité. 26 % des arrêts d'activité s'expliquent par la reconversion des chefs d'exploitation dans un autre secteur d'activité. Les chefs d'exploitation qui ont rejoint la catégorie des non professionnels développent souvent une activité secondaire. Sur les 1 800 exploitants concernés, seuls 800 déclarent poursuivre en qualité d'exploitant à titre principal sans aucune activité secondaire. Ils sont souvent proches de la retraite.

### Définitions

**L'exploitation agricole** est une unité économique à gestion unique, qui participe à la production agricole. Elle répond à l'un des critères de dimension suivants : avoir au moins un hectare de superficie agricole utilisée ou encore vingt ares de cultures spécialisées ou bien posséder un autre élément de production supérieur à un minimum (une vache, dix ruches, etc.).

**L'exploitation professionnelle agricole** satisfait à deux critères supplémentaires. Sa dimension économique est supérieure à 8 unités de dimension européenne (UDE), soit l'équivalent de 12 hectares de blé. Elle doit aussi utiliser au minimum l'équivalent de 75% du travail fourni par une personne occupée à plein temps pendant une année.

**L'unité de travail annuel (UTA)** sert à mesurer le travail sur l'exploitation, en additionnant le temps de travail de chaque actif transformé en équivalent temps plein.

**L'orientation technico-économique (OTEX)** permet de classer chaque exploitation selon son activité dominante en fonction de la part de chaque marge brute standard (MBS) dans la MBS totale.

### Méthodologie de l'enquête structure 2005

L'enquête sur la structure des exploitations de 2005 a été effectuée de l'automne 2005 au début de l'année 2006 auprès d'environ 76 500 exploitations en France métropolitaine dont 5 124 en Pays de la Loire. Constitué à partir du recensement agricole 2000, cet échantillon sera réutilisé pour l'enquête suivante prévue en 2007. Afin de présenter des évolutions statistiques significatives, les résultats sont ici comparés aux données 2000 du même échantillon, qui peuvent différer légèrement de celles du recensement exhaustif.

### Chiffres clés dans les Pays de la Loire

	Exploitations professionnelles		SAU (1 000 ha)		SAU moyenne (ha)		UTA totales	
	2000	2005	2000	2005	2000	2005	2000	2005
Loire-Atlantique	6 460	5 551	391,2	391,7	61	71	15 258	14 308
Maine-et-Loire	8 290	7 464	438,6	454,4	53	61	24 026	20 906
Mayenne	6 801	5 982	382,3	377,4	56	63	12 503	11 366
Sarthe	4 572	4 146	360,2	362,2	79	87	9 930	8 614
Vendée	6 851	6 074	460,4	462,0	67	76	14 192	12 792
<b>Pays de la Loire</b>	<b>32 975</b>	<b>29 217</b>	<b>2 032,7</b>	<b>2 047,8</b>	<b>62</b>	<b>70</b>	<b>75 910</b>	<b>67 986</b>

Source : Agreste - enquête structure 2005 - Champ des exploitations professionnelles



**Direction régionale et départementale de l'agriculture et de la forêt**

**Pays de la Loire et Loire-Atlantique**

Service régional de l'information

statistique et économique

12, rue Menou - 44035 NANTES CEDEX 1

Tél. : 02 40 12 36 48 - Fax : 02 40 12 36 43

Directrice de la publication : I. Nuti

Rédacteur en Chef : P. Millon

Rédaction : P. Millon et R. Berteaux

Impression : SRISE à NANTES

Composition : C. Certain

Dépôt légal : à parution

ISSN : 1281 - 8895

Prix : 2,5 €